

# La notion de course aux armements au prisme des dépenses militaires et des contextes sécuritaires régionaux

Aude-Emmanuelle Fleurant et Yannick Quéau

Février 2020

Yannick Quéau du GRIP et Aude-Emmanuelle Fleurant du SIPRI ont publié ensemble une étude dans la revue "Recherches Internationales" (n°116 / octobre-décembre 2019).

Dans ce **numéro consacré à la course aux armements**, ils ont signé un article intitulé "**Course aux armements, dépenses militaires et contextes régionaux**"

## Sommaire

### DOSSIER - COURSE AUX ARMEMENTS OU DESARMEMENT ?

- Nils Andersson, De la course aux armements vers le désarmement ? [Présentation]
- Chloé Maurel, L'ONU, l'opinion mondiale et le désarmement depuis 1945
- Arielle Denis, La fin des armes nucléaires ou la nôtre ?
- Aude-Emmanuelle Fleurant, Yannick Quéau, Course aux armements, dépenses militaires et contextes régionaux
- Daniel Durand, Désarmement - course aux armements : soubresauts ou nouvelle ère ?
- Jenny Raflik, L'OTAN est-elle obsolète ?
- Gabriel Galice, Complexes guerres "hybrides" en Ukraine
- Yann Le Pollotec, Crise du capitalisme globalisé et mutation du paysage militaire
- Nils Andersson, La militarisation du monde conduit à la guerre
- Jacques Bordé, Annick Suzor-Weiner, Les scientifiques face à l'armement et au désarmement

### CONTROVERSES : OU VA LE VENEZUELA ?

- Fabrice Andréani, Venezuela, du mirage au désastre. Pour une critique matérialiste de la dystopie bolivarienne
- Maurice Lemoine, Venezuela : deux ou trois détails de l'histoire...
- Thomas Posado, Comprendre le Venezuela sans manichéisme
- Michel Rogalski, Venezuela : tout ce qui bouge aux confins de l'empire n'est pas forcément rouge

Coordination du dossier : Nils Andersson

Présentation par Nils Anderson :

## DE LA COURSE AUX ARMEMENTS VERS LE DÉSARMEMENT ?

« Plus jamais ça ! » Deux fois au cours du XXe siècle cette interjection fut entendue. Les interrogations et les constats introduisant les contributions à ce numéro de Recherches internationales évoquent, dans leurs approches respectives, combien l'alternative désarmement ou course aux armements est, avec la question climatique, la question la plus pressante aujourd'hui se posant aux peuples du monde.

« En 1945, à la suite de l'explosion des deux bombes atomiques américaines à Hiroshima puis Nagasaki les 6 et 9 août, le désarmement devient une idée dans l'air du temps dans l'opinion mondiale. » (Chloé Maurel)

Qu'en est-il en 2020? « Une explosion nucléaire est tout aussi probable aujourd'hui qu'elle l'était il y a cinquante ans et son impact sera beaucoup plus destructeur. En effet, chacune des 14 000 armes nucléaires actuelles est bien plus puissante que celles utilisées au Japon en 1945 et 1 800 de ces bombes sont en état d'alerte permanente. » (Arielle Denis)

« Retour des armes nucléaires: l'ère du désarmement est derrière nous. Les dépenses militaires mondiales ont explosé en 2018. » Les mécanismes mis en œuvre pour diminuer la tension internationale pendant ces dernières décennies ont-ils échoué? » (Daniel Durand)

« L'OTAN affiche un tableau impressionnant: en 2018, 3,2 millions de personnels militaires d'active, pour un total de près d'un milliard d'habitants (soit environ 13% de la population mondiale), la moitié du PIB mondial, 55% des dépenses militaires de la planète. » (Jenny Raflik)

« Certains affirment que l'on vivrait dans les décennies les plus pacifiques de l'Histoire contemporaine, n'est-ce pas là, encore et toujours, un regard occidentalocentriste. » (Nils Andersson)

« La crise du capitalisme globalisé, financiarisé et numérisé depuis le début de xxie siècle a profondément changé le paysage militaire. » (Yann Le Pollotec)

« Voilà vingt ans que les colonels chinois (devenus généraux) Qiao Liang et Wang Xingsui nous en ont avertis, systématisant les analyses états-uniennes en termes de soft, hard et smart power: les guerres du xxie siècle seront des "opérations de guerre non militaires" ». (Gabriel Galice)

« La notion de course aux armements peut être sommairement définie comme toute situation voyant des acteurs politiques se considérant comme des rivaux renforcer leurs moyens matériels et humains de la violence armée, parce qu'ils entrevoient la possibilité de recourir à la force pour régler les différends qui les opposent. » (Aude-Emmanuelle Fleurant, Yannick Quéau)

« En temps de paix, c'est avec beaucoup de circonspection que les scientifiques peuvent contribuer aux efforts d'armement, car le surarmement n'est un soutien à la paix que si l'on croit au vieil adage "Si tu veux la paix, prépare la guerre". Or, depuis deux mille ans, on a toujours eu la guerre après avoir augmenté la puissance des armes. » (Jacques Bordé, Annick Suzor-Weiner)

Autant d'entrées qui soulignent combien, dans ce début chaotique du XXIe siècle, il est important que les opinions publiques, déstabilisées par les désordres du monde et de la planète, embrumées par des moyens de communication qui répandent confusion de la pensée et des valeurs, entendent l'urgence de faire prévaloir les aspirations à la paix sur la réalité de la guerre.

## Table des matières

---

La notion de course aux armements au prisme des dépenses militaires et des contextes sécuritaires régionaux.....	4
1. Les moteurs des dépenses militaires et leur hiérarchie.....	6
<b>Graphique 1. Évolution des dépenses militaires mondiales en milliards USD constants de 2017, 1998-2018</b> .....	7
<b>Tableau 1. Les 15 États aux dépenses militaires les plus élevées en 2018</b> .....	8
2. Un leadership américain pérenne .....	9
3. La poursuite des ambitions chinoises en Asie et en Océanie dans des contextes régionaux tendus.....	11
4. Une Europe entre plaidoyers militaristes et psychose Russe .....	12
<b>Graphique 2. Évolutions des dépenses militaires de l'Allemagne de l'Espagne, de la France, de l'Italie et du Royaume-Uni et de la Russie en millions USD constants de 2017, 2001-2018</b> .....	13
<b>Graphique 3. Les dépenses militaires en millions USD des pays membres de l'Union européenne, de la Russie et de la Chine en 2018</b> .....	16
Source : GRIP, d'après SIPRI et FMI, 2019 .....	16
5. Un Moyen-Orient parcouru de conflits .....	17
6. Des contextes africains marqués par des troubles internes et transfrontaliers .....	18
7. L'Amérique centrale et du Sud : des moyens militaires pour la répression sociale et la lutte contre le crime organisé ? .....	20
Conclusion : une caricature dangereuse .....	21

# La notion de course aux armements au prisme des dépenses militaires et des contextes sécuritaires régionaux

Aude-Emmanuelle Fleurant et Yannick Quéau

La notion de course aux armements peut être sommairement définie comme toute situation voyant des acteurs politiques se considérant comme des rivaux renforcer leurs moyens matériels et humains de la violence armée, parce qu'ils entrevoient la possibilité de recourir à la force pour régler les différends qui les opposent. On trouve dans cette définition quatre éléments indissociables, soit 1) la présence d'au moins deux acteurs se considérant comme des adversaires ou des ennemis, 2) une lecture partagée par ces acteurs que leurs différends puissent se traduire par des violences armées, 3) la mobilisation croissante par les acteurs concernés de moyens militaires, particulièrement d'armes, dans leurs aspects qualitatifs et/ou quantitatifs, et 4) la conviction des acteurs que ce dernier procédé est le moyen à privilégier afin de dissuader d'une agression et, en cas d'affrontement armé, de réduire le risque de défaite ou de triompher. On peut noter que si le concept cible dans son libellé spécifiquement les armements, il opère de manière plus englobante pour finalement concerner l'ensemble du dispositif militaire d'un pays, soit les moyens humains autant que les armes sans oublier les capacités de productions et la logistique. C'est cette dimension quelque peu totalisante qui permet d'aborder la notion de courses aux armements à travers le prisme des dépenses militaires.

Pour aussi précise que cette définition puisse paraître au premier abord, on doit reconnaître que le concept de course aux armements rejoint une forme de circularité dans le raisonnement. Les acteurs s'arment parce que leurs rivaux s'arment et qu'il ne serait pas rationnel de ne pas s'armer face à un rival qui s'arme. Dans ce mode de pensée circulaire, la compréhension de la menace est réduite à l'augmentation qualitative et/quantitative de l'arsenal du rival ce qui est réducteur, voire trompeur.

Caricaturer les caractéristiques des acteurs et la lecture de la menace qui les motive à une évaluation de leurs potentiels respectifs en armement traduit plusieurs biais normatifs. D'abord, placer une réflexion sur la politique globale sous l'égide de la notion de course aux armements revient pratiquement toujours à accepter les postulats du Réalisme en Relations internationales (anarchie et oligarchie déterminée par la distribution inégale de la puissance, particulièrement de la puissance militaire...). En faisant de la compétition entre les acteurs et en situant la puissance militaire au cœur de cette compétition, l'État devient inévitablement l'acteur unique et central d'une architecture de la sécurité où la menace est comprise comme étant de nature militaire et incarnée par un autre État. En centrant l'analyse sur les armements et en faisant d'eux les principaux moyens de la sécurité, on valorise les appareils industriels qui produisent les armes et les militaires qui les utilisent. Ainsi, avant même de considérer une quelconque valeur explicative au concept de courses aux armements sur une période donnée, il importe de garder à l'esprit qu'on est en présence d'un narratif biaisé. Le concept de course aux armements est un discours qui établit une hiérarchie des normes et des acteurs dans un système interétatique (où l'on parle de compétition entre grandes puissances), mais aussi au sein des États (où des missions publiques sont appelées à s'effacer devant la priorité à accorder au domaine militaire).

Avec la notion de course aux armements, on se trouve en présence d'une idée qui tend à généraliser des clés de lecture et à les reproduire à travers le temps et les espaces géographiques menant à des

analyses variant relativement peu ou pas du tout. Une notion ahistorique renseigne-t-elle sur les déterminants sociopolitiques d'une période ou bien ceux-ci sont-ils adaptés pour correspondre au cadre analytique qu'on leur applique ? Que doit-on penser de la pertinence d'un concept qui serait valide tout autant pour la période actuelle, la Guerre froide, les années 1930, une partie de la Belle époque et les rivalités Intercités de la Grèce antique ? Il faut craindre que le fait de poser ces questions renseigne sur les réponses.

Il importe donc d'aborder avec scepticisme des notions comme celles de course aux armements, de compétition entre grandes puissances ou encore de Nouvelle Guerre froide. Elles sont autant de prêt-à-penser qui tracent aisément leur chemin dans la sphère médiatique, où elles conditionnent des compréhensions tronquées de la sécurité internationale tout en participant à l'acceptation des prescriptions qu'elles diffusent. Le concept de course aux armements est ainsi également un projet politique en lui-même avec ses formes de justification qu'elle habille d'une forme d'expertise qui, elle non plus, n'est ni désincarnée ni désintéressée.

La prescription de la course aux armements, qui est de ne jamais se laisser distancer par ses rivaux ou, mieux encore, de creuser l'écart avec eux (et aussi parfois ses alliés), renvoie aussi à une analogie sportive qui est tout à la fois simpliste et dangereuse. Celle-ci présente une situation où les acteurs n'auraient pas d'autres choix que de poursuivre le même objectif, avec plus au moins les mêmes moyens et où le sort de chacun ne dépendrait que des efforts consentis dans une compétition où les règles finalement seraient les mêmes pour tous. Même dans une acception réaliste où les relations interétatiques sont anarchiques et oligarchiques, l'analogie sportive devrait d'emblée être écartée. Mais peut-être faut-il voir dans la persistance du terme de course aux armements le signe que les prescriptions importent davantage que la cohérence intellectuelle.

Face au simplisme séduisant du concept de course aux armements, le défi pour l'analyste consiste à rendre compte de la variété, de la pluralité et de la complexité des dynamiques sécuritaires actuellement à l'œuvre au niveau des armements. Il s'agit de refuser de légitimer le simplisme, la circularité de la notion de courses aux armements et la centralité qu'elle accorde à l'appareil militaire et à l'industrie qui le soutient comme solution aux défis sécuritaires contemporains. Plutôt que de partir d'un concept douteux, il s'agit d'abord d'examiner les contextes sécuritaires où prennent corps les projets politiques concernant les armements. Il convient d'évaluer les ambitions au regard des particularismes régionaux et nationaux qui conditionnent les lectures de la menace pour les acteurs. Puisque les projets ne sont pas déconnectés des moyens disponibles, il convient aussi de s'attarder sur les dimensions financières, mais aussi sur le savoir-faire industriel et technologique propre aux divers acteurs des diverses régions du monde. Cette approche doit permettre de mieux rendre compte des dynamiques contemporaines des armements au niveau mondial tout en évitant les pièges d'un recours inapproprié à la notion de course aux armements.

La démarche adoptée pour cet article consiste à procéder en 7 étapes et à aborder 1) les moteurs de croissance des dépenses militaires, 2) les conditions du leadership pérenne des États-Unis en matière d'armement, 3) la poursuite des ambitions chinoises en Asie et en Océanie dans des contextes régionaux tendus, 4) la situation d'une Europe confrontée à des discours militaristes et marquée par une psychose russe, 5) le contexte d'un Moyen-Orient parcouru de conflits, mais dominé par l'Arabie saoudite, 6) la prédominance des troubles internes et transfrontaliers en Afrique, et 7) les spécificités sud-américaines où en l'absence de menaces militaires classiques, les défis sécuritaires concernent des troubles sociaux et des violences criminelles. La conclusion fournit l'occasion de résumer les principaux éléments de l'analyse et de mettre en exergue la pluralité des tendances affectant les armements au

moment d'aborder la 3e décennie du 20e siècle. Elle permet aussi de revenir sur les discours militaristes qui occupent l'espace médiatique et sur les dangers associés.

## 1. Les moteurs des dépenses militaires et leur hiérarchie

Le *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI) estime que les dépenses militaires totales ont atteint 1 822 milliards USD en 2018, soit le chiffre le plus élevé enregistré depuis 1989<sup>1</sup>. Les cinq pays qui dépensent le plus représentent 60 %<sup>2</sup> du total des dépenses militaires ; les dix pays qui dépensent le plus représentent 74 % du total<sup>3</sup>, ce qui laisse 26 %, soit 528 milliards USD, aux 145 autres pays pour lesquels des données étaient disponibles en 2018. L'augmentation de 2018 par rapport à 2017 est due à la croissance des dépenses militaires dans les Amériques (+4,4 %) et en Asie et Océanie (+3,3 %), tandis que les dépenses militaires en Europe ont augmenté plus modérément (+1,4 %). On note cependant un recul en Afrique (-8,4 %). On peut relever que pendant quatre années consécutives, le SIPRI n'a pas fourni d'estimation des dépenses militaires régionales pour le Moyen-Orient en raison du manque de transparence important de certains chiffres concernant les États de la région, comme l'Arabie saoudite, et du fait que certains des plus gros dépensiers régionaux, comme le Qatar et les Émirats arabes unis, n'ont pas divulgué de chiffres concernant leurs dépenses militaires.

La croissance des dépenses militaires mondiales n'est que pour partie la conséquence d'un contexte de tensions politiques stratégiques accrues et de participation à des guerres. En règle générale, les phases d'augmentation peuvent être attribuées principalement à une poignée de facteurs, particulièrement les guerres et la perception d'une menace élevée, les programmes de modernisation des armes et les réformes militaires telles que la professionnalisation des forces armées, et toute combinaison de ceux-ci. Dans les États occidentaux, les cycles de modernisation des armes ont tendance à se produire à peu près au même moment et s'étendent généralement sur plusieurs décennies. Lorsque des projets ou des réformes sont mis en œuvre, ou lorsque la participation à des conflits prend fin, le financement militaire a tendance à diminuer. Par exemple, la fin de la guerre froide a accéléré le déclin du *Reagan Build-Up* des années 1980.

L'état de l'économie mondiale et/ou nationale est également un facteur décisif dans l'établissement des budgets militaires, car des événements économiques majeurs tels que les récessions ont tendance à affecter les ressources disponibles. La crise financière de 2008-09 a entraîné une diminution des dépenses militaires dans des pays comme les États-Unis et plusieurs pays d'Europe occidentale, notamment le Royaume-Uni. Londres dépend en partie des services financiers pour ses recettes, car elles représentent 6,9 % de la production totale du pays. Si les dépenses militaires du Royaume-Uni ont diminué de 17 % entre 2009 et 2018, c'est aussi une conséquence de la crise financière et de la baisse des recettes, les incertitudes économiques persistant du fait du Brexit.

Toutefois, on note que la crise de 2008 n'a pas eu d'impact visible sur les dépenses militaires en Afrique et en Amérique du Sud, qui ont continué à croître jusqu'en 2014, année où les prix des biens du secteur agricole se sont effondrés. C'est cet élément associé à persistance de prix bas dans les secteurs pétroliers et gaziers, mais aussi pour certaines ressources minières qui a entraîné une baisse des dépenses militaires des pays pour lesquels ces ressources représentent une part importante du revenu

---

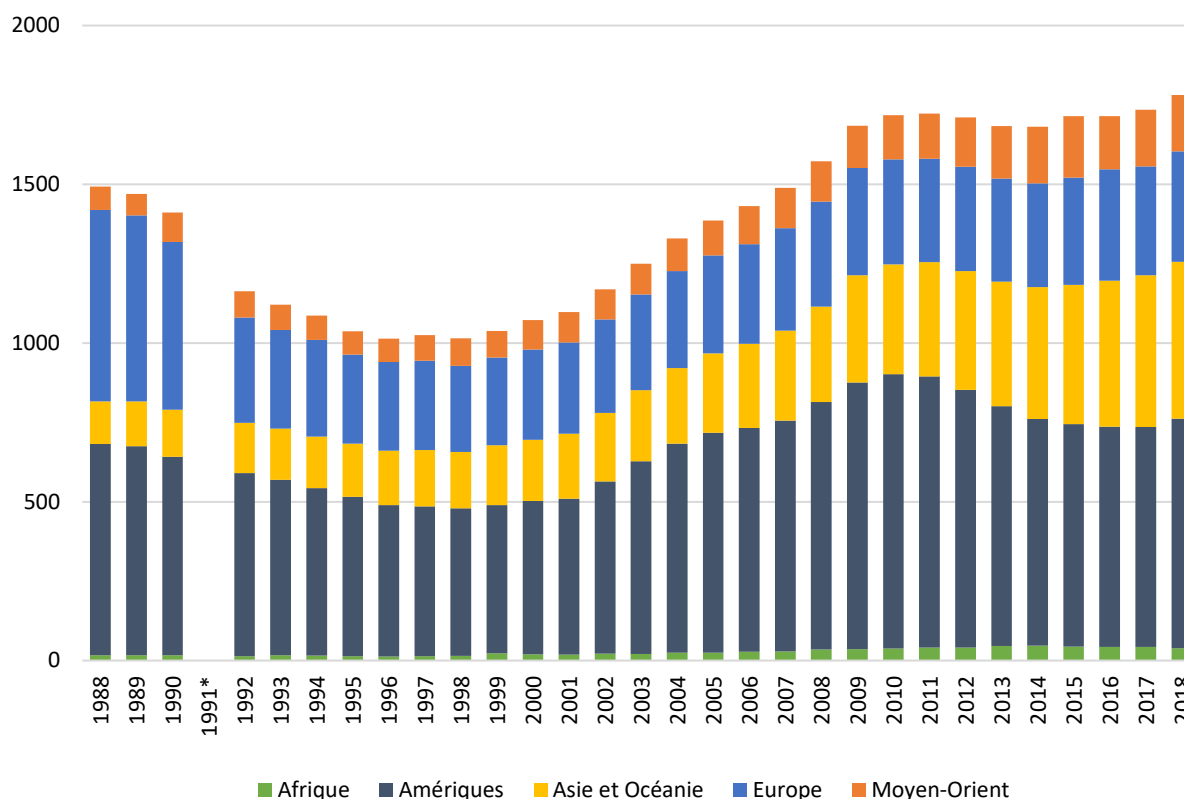
<sup>1</sup> Tous les chiffres proviennent de la base de données du SIPRI sur les dépenses militaires en 2018, sauf indication contraire.

<sup>2</sup> Tous les pourcentages de variation sont exprimés en dollars américains constants de 2017.

<sup>3</sup> Les parts en pourcentages sont basées sur les valeurs courantes de 2018

national. L'Angola, par exemple, a enregistré une baisse des dépenses militaires de 67,8 % entre 2014 et 2018, principalement en raison de la chute des prix du pétrole.

**Graphique 1. Évolution des dépenses militaires mondiales en milliards USD constants de 2017, 1998-2018**



\* Le SIPRI ne fournit pas d'estimation pour 1991 faute de données fiables dans le contexte de l'effondrement de l'Union soviétique

Source : SIPRI, 2019

Une caractéristique importante des dépenses militaires mondiales est la stabilité dans la hiérarchie des pays les plus dépensiers en matière militaire. Le tableau 1 montre que cette hiérarchie est marquée par des effets de palier relativement importants. Les dépenses des cinq premiers (États-Unis, Chine, Arabie saoudite, Inde et France) comptent pour 1,1 milliard USD en 2018, soit 60 % des dépenses militaires mondiales. En considérant le top 10, on atteint 1 347 milliards USD, avec 74 % des dépenses totales. On doit en déduire que si les variations dans les dépenses militaires mondiales sont influencées par le top 10, elles le sont à plus forte raison par le top 5, particulièrement par la Chine (250 milliards USD, soit 14 % du total) et bien sûr par les États-Unis (649 milliards USD, soit 36 % du total). La stabilité du classement met également en évidence une autre caractéristique essentielle des dépenses militaires, à savoir la lenteur des changements en tête de liste, tandis que les petits dépensiers ont tendance à changer de rang plus souvent. Les effets de palier étant moins grands dans le bas de la hiérarchie, une hausse marquée sur une année peut permettre à un pays de monter de plusieurs rangs.

Considérant les chiffres des dépenses militaires nationales et la hiérarchie qui en découle, parler de courses aux armements tend le plus souvent à mettre l'accent sur le top 10, ce qui revient à négliger les dynamiques sécuritaires qui affectent l'immense majorité des États de la planète. On inscrit aussi

la réflexion dans une compétition mondiale qui peine à tenir compte des interdépendances, même entre rivaux. Le jeu des alliances est lui aussi parfois négligé au profit d'une rhétorique nationale dont le gaullisme fournit un exemple. La notion de course aux armements contribue à imposer l'idée voulant que les enjeux, les buts et finalement les moyens à utiliser pour défendre les intérêts nationaux répondent à une même logique pour tous et qu'il n'existe entre les acteurs que des différences de quantité et de qualité des moyens militaires, c'est-à-dire aussi de ressources financières mobilisables dans le temps long. Pour dépasser les pièges que recèle la notion de course aux armements, il importe d'aborder l'évolution des dépenses militaires dans leur contexte régional et sous-régional afin de mettre en évidence les caractéristiques propres aux acteurs et de fournir un aperçu plus nuancé de leurs dynamiques.

**Tableau 1. Les 15 États aux dépenses militaires les plus élevées en 2018 (Source : SIPRI, 2019)**

Rang		Pays	Dépenses, 2018 (\$ milliards)	Variation 2009-2018 (%)	Part mondiale 2018 (%)	Dépenses en proportion du PIB (%)	
2018	2017					2018	2009
1	1	États-Unis	649	-17	36	3,2	4,6
2	2	Chine	[250]	83	[14]	[1,9]	[2,1]
3	3	Arabie S.	67,6	28	[3,7]	[8,8]	9,6
4	5	Inde	[66,5]	29	3,7	2,4	2,9
5	6	France	63,8	1,6	3,5	2,3	2,5
<b>Total top 5</b>			<b>1 097</b>		<b>60</b>		
6	4	Russie	61,4	27	3,4	3,9	3,9
7	7	R-U	50	-17		1,8	2,4
8	9	Allemagne	49,5	9,0		1,2	1,4
9	8	Japon	46,6	2,3		0,9	1,0
10	10	Corée du Sud	43,1	28		2,6	2,7
<b>Total top 10</b>			<b>1 347</b>		<b>74</b>		
11	13	Italie	27,8	-14	1,5	1,3	1,6
12	11	Brésil	27,8	17	1,5	1,5	1,5
13	12	Australie	26,7	21	1,5	1,9	1,9
14	14	Canada	[21,6]	12	1,2	1,3	1,4
15	15	Turquie	19	65	1,0	2,5	2,5
<b>Total top 15</b>			<b>1 470</b>		<b>81</b>		
<b>Total mondial</b>			<b>1 822</b>	<b>5,4</b>	<b>100</b>	<b>2,1</b>	<b>2,6</b>



## **SIPRI, base de données et méthodologie**

La base de données libre d'accès du SIPRI sur les transferts d'armes comprend des données sur ces transferts en 2019 et des informations actualisées pour la période 1950-2019. La base de données vise à favoriser une meilleure compréhension des effets des flux d'armes sur la paix, la stabilité et les conflits violents. Cette Fact Sheet utilise les nouvelles données pour résumer les tendances et les schémas mondiaux, régionaux et nationaux en matière de transferts d'armes, et met en lumière certaines questions et préoccupations connexes. Elle vise à encourager l'utilisation de la base de données à des fins de recherche, d'enquêtes, d'élaboration de politiques et de débats publics.

Cette base de données contient des informations sur tous les transferts internationaux d'armes majeures (les ventes, les dons et la production sous licence) aux États, organisations internationales et groupes armés non étatiques depuis 1950. C'est la seule ressource accessible au public de données cohérentes sur les transferts d'armes depuis cette date. La base de données peut être utilisée pour suivre les transferts d'armes majeures et répondre à des questions telles que :

- Qui sont les fournisseurs et les bénéficiaires d'armes majeures ?
- Comment les relations entre différents fournisseurs et bénéficiaires ont-elles évolué au fil du temps ?
- Où les pays en conflit se procurent-ils leurs armes ?
- Comment les États appliquent-ils leur réglementation sur le contrôle des exportations ?
- Où se produisent les accumulations potentiellement déstabilisatrices d'armes aujourd'hui ?
- Quelles armes majeures ont été exportées ou importées ?

La base de données est disponible en ligne à <<http://www.sipri.org/databases/armstransfers>>.

Le volume des livraisons pouvant fluctuer de manière significative d'une année à l'autre, le SIPRI présente des données pour des périodes de cinq ans, ce qui donne une mesure plus stable des tendances. Les chiffres présentés dans cette Fact Sheet ne correspondent pas toujours aux totaux indiqués en raison des conventions d'arrondis.

Les statistiques du SIPRI, bien que d'une très grande rigueur, doivent être utilisées avec prudence en raison de la méthodologie, souvent mal comprise par le public, les médias et de nombreux chercheurs : les chiffres publiés sont des indicateurs de tendance (Trend Indicator Value, TIV) établis selon une grille de prix propre au SIPRI. Le TIV est basé sur une estimation du coût de production unitaire d'un ensemble de types d'armes de référence. Lorsque le prix d'un armement n'est pas connu, il est estimé par comparaison avec les caractéristiques et l'année de production d'un armement comparable. Un armement d'occasion qui a déjà servi dans des forces armées est ainsi estimé à 40 % du prix d'un armement neuf. Un armement qui a fait l'objet d'une révision ou mise à niveau majeure reçoit une valeur correspondant à 66 % de celle d'un équipement neuf. Le lecteur est invité à prendre attentivement connaissance de cette méthodologie sur le site du SIPRI.

Le TIV ne représente donc pas une valeur financière réelle des ventes d'armes, mais a pour objectif d'établir une unité commune pour la mesure de l'évolution dans le temps des flux d'armements entre les pays et les régions. Le TIV ne peut par conséquent en aucun cas être comparé avec, par exemple, le produit intérieur brut ou les chiffres des exportations contenus dans un rapport gouvernemental.

Les statistiques du SIPRI concernent les « armements conventionnels majeurs » (major conventional weapons) répartis en une dizaine de catégories : avions, systèmes de défense anti-aérienne et sous-marine, véhicules blindés, artillerie, systèmes radar, missiles, navires, moteurs, satellites et autres.

Par contre, les transferts de technologies ou de services ainsi que certains équipements – dont les armes légères et de petit calibre (ALPC), les pièces d'artilleries d'un calibre inférieur à 100 mm ainsi que les munitions – sont exclus des statistiques du SIPRI. Cette exclusion des ALPC et munitions doit être bien comprise pour l'interprétation des données de certains pays. C'est notamment le cas pour la Belgique, dont une part très importante des exportations porte précisément ce type d'armes et leurs munitions : les données établies par le SIPRI pour la Belgique ne peuvent par conséquent en aucune façon être comparées à celles qui sont communiquées dans les rapports des entités fédérées.

## 2. Un leadership américain pérenne

Avec des dépenses de 648,8 milliards USD en 2018, les États-Unis représentent 88,3 % des dépenses de la région, 96,8 % de la sous-région nord-américaine et 35,6 % des dépenses militaires mondiales. Les dépenses militaires du pays sont suffisamment importantes pour avoir un impact sur la tendance mondiale. Cela semble avoir été le cas de 2010 à 2014 ; les dépenses militaires mondiales ont diminué de 2,0 %, tandis que les dépenses américaines ont baissé de 19,5 % pour les mêmes années. Bien que les dépenses américaines soient très élevées, elles ont diminué de 19 % entre le sommet atteint en 2010 et 2018.

La participation aux guerres au Moyen-Orient et les tensions croissantes avec l'Iran entraînent également une augmentation des dépenses militaires, bien que les coûts liés à l'engagement militaire direct dans ces régions soient moins clairs. En 2018, l'administration américaine a légèrement remanié et diffusé le récit d'une ère renouvelée de concurrence entre grandes puissances. Il s'agissait d'indiquer un changement dans la perception de la menace, qui passait des insurrections aux puissances militaires établies, notamment la Chine, la Russie et l'Iran ; il comprenait également un ambitieux programme de modernisation des armements couvrant à la fois les capacités classiques et nucléaires.

Il est clair que les États-Unis maintiennent en partie leur hégémonie via l'importance des ressources financières que le pays est prêt à consacrer à sa défense. Le procédé permet d'affermir son influence et de maintenir les garanties de sécurité qui accompagnent leurs engagements auprès des alliés (l'Alliance atlantique étant un exemple) et autres partenaires (Japon, Australie, Corée du Sud...). La portée et les ambitions globales des États-Unis ont toutefois un coût : la ponction sur la richesse nationale (en points de PIB) est de 3,4 % selon les données du SIPRI.

Compte tenu du programme colossal de modernisation des armements américains, les dépenses militaires du pays vont probablement continuer de croître, à moins d'une crise économique majeure. On doit relever que ce qui s'annonce comme une sorte de *Trump Build-Up* (hausse progressive jusqu'à atteindre un premier sommet historique de 750 milliards USD en 2020) ne concerne sans doute pas exclusivement la Russie et la Chine qui sont nommées dans les l'énoncé de politique américain comme les rivaux, mais aussi les alliés. Washington semble vouloir poursuivre un peu plus l'idée que ses alliés les plus conciliants pourraient se voir récompensés via un accès privilégié aux technologies que seule l'industrie militaire américaine paraît en mesure de proposer dans le futur. Bien sûr les alliés aux capacités industrielles militaires les plus avancées disposeront de niches où ils seront performants, mais il leur sera impossible de couvrir l'ensemble du spectre des équipements faute de ressources comparables à celles dont les États-Unis disposent.

L'éventualité d'un monde post-américain apparaît ainsi comme étant particulièrement distante, notamment lorsqu'il est question des dépenses et des capacités militaires du pays. Les États-Unis dominent, de loin, le classement des pays les plus dépensiers en termes dépenses militaires. Ils ont une vision, une approche et une stratégie globale reflétant leur poids politique et économique, ainsi que l'étendue de leur influence. Celle-ci est entre autres incarnée par un vaste et dense réseau d'alliances, de partenariats et d'ententes de coopération militaire parcourant le globe.

### 3. La poursuite des ambitions chinoises en Asie et en Océanie dans des contextes régionaux tendus

L'Asie et l'Océanie sont la seule région où les dépenses militaires n'ont cessé d'augmenter entre 1989 et 2018, avec des dépenses totales de 507 milliards USD<sup>4</sup>. Compte tenu de son étendue, l'Asie et l'Océanie sont divisées en 4 sous-régions : Asie centrale et du Sud, Asie de l'Est, Asie du Sud-Est et Océanie.

L'Asie centrale et du Sud est la deuxième sous-région en termes de dépenses avec 85,9 milliards USD en 2018. L'Asie centrale couvre les républiques d'Asie centrale : Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan. En 2018, seuls le Kazakhstan et le Kirghizistan ont publié leurs dépenses militaires, avec des dépenses de 1,6 milliard USD et 121,2 millions USD respectivement. Les dépenses militaires de l'Asie du Sud, à l'exclusion des républiques d'Asie centrale, s'élèvent à 84,1 milliards USD en 2018, soit 98 % des dépenses militaires de la sous-région. Ce chiffre est dû aux dépenses militaires de l'Inde, les plus élevées de la sous-région avec des dépenses de 66,5 milliards USD en 2018. Les dépenses militaires de New Delhi ont augmenté régulièrement au cours de la décennie, à l'exception de légères baisses en 2012 et en 2013. Le Pakistan est le deuxième pays d'Asie du Sud en termes de dépenses militaires, avec un chiffre plus modeste de 11,4 milliards USD en 2018. En Asie du Sud, le désaccord persistant entre l'Inde et le Pakistan au sujet du Cachemire a dégénéré en guerre la même année. Le total des dépenses militaires pakistanaises équivaut à 17 % des dépenses militaires de l'Inde. Toutefois, New Delhi et Islamabad ont toutes deux des capacités nucléaires militaires, de sorte qu'une escalade du conflit pourrait avoir un impact significatif dans la région et dans le monde.

L'Asie du Sud-Est est la troisième sous-région en termes de dépenses militaires avec un total de 41,9 milliards USD. L'Asie du Sud-Est comprend des pays plus petits comme le Cambodge et le Myanmar. Les pays qui dépensent le plus dans la sous-région sont Singapour, avec des dépenses militaires de 10,8 milliards USD en 2018, suivi de la Thaïlande avec 6,8 milliards USD. Enfin, l'Océanie, qui couvre quatre pays, affiche le plus petit chiffre de dépenses militaires de toute la région avec un total de 29,1 milliards USD. L'Australie est de loin le pays qui dépense le plus dans la sous-région, avec des dépenses militaires de 26,7 milliards USD. La part de l'Océanie représente 5,7 % des dépenses militaires régionales en 2018.

L'Asie de l'Est domine la tendance régionale avec des dépenses militaires de 350 milliards USD, soit 69 % du total asiatique. L'Asie de l'Est comprend le Japon et la Corée du Sud, deux autres grands dépensiers de la sous-région avec respectivement 46,6 milliards USD et 43,1 milliards en 2018. Toutefois, l'importance des dépenses militaires en Asie de l'Est est principalement attribuable à la Chine. Cette dernière vient au deuxième rang des pays les plus dépensiers en matière militaire avec environ 250 milliards USD. Le pays a mis en œuvre une stratégie à long terme pour devenir une puissance militaire majeure. L'approche de la sécurité nationale en est une qui élargit la « *puissance militaire nationale globale* » de la Chine pour garantir sur la durée son statut de puissance incontournable<sup>5</sup>. Beijing a notamment mis en œuvre une stratégie visant à améliorer ses capacités militaires en mettant au point de systèmes majeurs, comme des porte-avions. Le pays suit aussi un plan de modernisation et d'augmentation de ses capacités nucléaires qui devrait lui permettre à

---

<sup>4</sup> Les chiffres régionaux pour l'Asie excluent la Corée du Nord, le Turkménistan et l'Ouzbékistan.

<sup>5</sup> Office of the Secretary of Defense, « [Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2019](#) », *Annual report to Congress*, 2 Mai 2019.

relativement brève échéance de dépasser la France dans la hiérarchie des puissances nucléaires et de se positionner (loin) derrière la Russie et les États-Unis.

Ce développement concomitant des capacités nucléaires et conventionnelles, particulièrement des systèmes de projection de la force, est largement perçu par les autres pays de la région comme une manifestation de l'agressivité Beijing dans le Pacifique. La construction d'îles chinoises (les îles Spratly et les îles Paracels) a déclenché des conflits de souveraineté dans la mer de Chine méridionale qui restent non résolus en 2019. La Chine serait aussi l'un des pays avec lesquels les États-Unis seraient en « compétition ». Depuis que le SIPRI a développé la méthodologie pour recenser les dépenses militaires chinoises, on constate que la part des dépenses militaires sur le PIB chinois ne va jamais au-delà de 2 %. Cela dit, la croissance chinoise pour la période 1989-2018 est spectaculaire<sup>6</sup>.

L'augmentation des dépenses militaires observée depuis 1989 est donc elle aussi vigoureuse. Elle continue de soutenir a) la modernisation de la base industrielle de défense chinoise ; b) un rattrapage des technologies militaires plus avancées pour les armements et, en conséquence, c) la capacité de développer des systèmes d'armes majeurs (avions de combat, sous-marins, etc.) sans le soutien du partenaire russe, dans le cadre d'une politique visant à limiter la dépendance à des fournisseurs étrangers pour les armements, une posture que tous les grands pays producteurs d'armements (États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie, Italie...) maintiennent depuis la guerre froide et d) la capacité à sécuriser, au besoin loin du territoire national, les voies commerciales et les infrastructures afférentes (comme les ports majeurs) garantissant les approvisionnements nécessaires au fonctionnement d'une économie vigoureuse composée de plus d'un milliard de personnes (projet des *nouvelles routes de la soie*).

C'est la combinaison de ces quatre facteurs qui insécurise Washington, cette dernière se voyant contestée économiquement et militairement par un État ayant les facultés de se poser d'abord pour lui-même, mais par extension, éventuellement pour d'autres, comme une alternative aux garanties de sécurité offertes par les États-Unis en matière de gestion des flux commerciaux internationaux. Toutefois, il apparaît pour le moment que la Chine semble moins dans une logique de course à la première place ou de parité avec les États-Unis que dans une optique la voyant s'assurer de ne jamais être contournable dans les affaires mondiales tant sur un plan économique que militaire.

#### 4. Une Europe entre plaidoyers militaristes et psychose Russe

Les dépenses militaires européennes atteignent en 2018 un total de 364 milliards USD. Ce chiffre s'explique par le fait que la région comprend plusieurs des pays les plus dépensiers du monde. On parle notamment de la France, du Royaume-Uni, de l'Allemagne, mais aussi de la Russie qui fait partie de cette région dans la méthodologie élaborée par le SIPRI (méthodologie qui est retenue pour cet article). C'est donc d'abord de l'Europe en tant que continent dont il est ici question, même si l'on verra ce que cela donne lorsqu'on isole des dépenses militaires des États membres de l'Union européenne (UE).

En Europe occidentale (266 milliards USD en 2018), on observe entre 2009 et 2018 que la crise financière a eu des impacts significatifs sur les plus gros dépensiers. Sur cette période, les dépenses militaires dans la sous-région ont diminué de 4,9 %. Le Royaume-Uni, par exemple, a connu une baisse de 16,6 % entre le plus haut niveau de 2009 et le plus bas niveau de 2015. De 2016 à 2018, la croissance

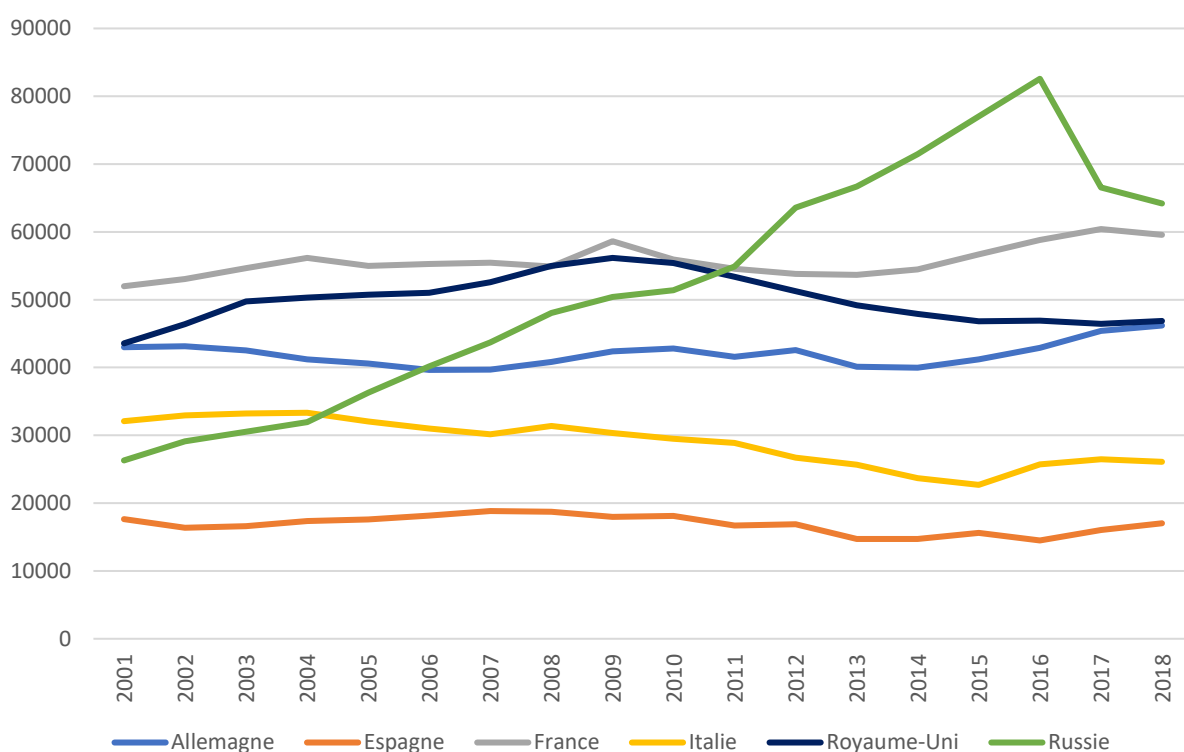
---

<sup>6</sup> 1989 est la première année pour laquelle le SIPRI présente une estimation des dépenses militaires chinoises. Voir la [base de données du SIPRI sur les dépenses militaires](#).

chancelante du pays et les incertitudes liées au Brexit sèment le doute sur sa capacité à financer son plan de modernisation de ses armements (l'avion de combat *Tempest*, par exemple), dont ceux voués à la dissuasion nucléaire (les systèmes *Trident*).

La France affiche une tendance à la baisse similaire entre 2009 et 2013, également en raison de la crise financière. Toutefois, le déclin de la France représente environ la moitié de celui du Royaume-Uni, avec une diminution de 8,2 % des dépenses pour cette période. Le pays a renoué rapidement avec la croissance (+11,1 % de 2013 à 2017) jusqu'à la réduction de 1,4 % constatée en 2018 qui est attribuable à la décision du président Macron d'arrêter de faire jouer la solidarité ministérielle pour payer le surcoût des opérations militaires à l'étranger et sur le territoire national. La France, comme c'est le cas au Royaume-Uni et en Allemagne, met en œuvre un programme de modernisation de ses armements et est également engagée dans des conflits armés, notamment dans la région du Sahel et en Syrie. Les coûts impliqués par la poursuite simultanée des opérations militaires et des plans de modernisation des armements accentuent actuellement la pression sur les finances du ministère des Armées. Ils laissent le pays avec l'option d'être plus sélectif dans ses choix ou de consentir à allouer davantage de ressources à son appareil militaire alors que le tissu social national multiplie les signes d'alerte (Gilets jaunes, protestations dans la santé, l'éducation, réforme des retraites...).

**Graphique 2. Évolutions des dépenses militaires de l'Allemagne de l'Espagne, de la France, de l'Italie et du Royaume-Uni et de la Russie en millions USD constants de 2017, 2001-2018**



Source : SIPRI, 2019

L'Allemagne, pour sa part, affiche également les impacts de la crise financière sur ses dépenses militaires. Toutefois, les dépenses de Berlin se sont légèrement contractées, en moyenne de 1,7 % de 2011 à 2014. L'année 2015 indique un retour à la croissance des dépenses militaires avec une augmentation de 12,2 % entre 2015 et 2018. L'Allemagne est également engagée dans d'importants programmes de modernisation, notamment le développement et la production d'une nouvelle génération d'avions de combat, en coopération avec la France. En 2016, les autorités allemandes ont

annoncé leur volonté de mettre à jour leurs flottes d'équipements, par exemple via l'achat de 33 *Eurofighters* ainsi que d'avions de ravitaillement *MRTT*. Berlin s'est aussi commise sur l'augmentation des dépenses militaires du pays à 1,5 % du considérable PIB allemand en 2024, mais de plus en plus de doutes sont émis quant à la concrétisation de cet engagement.

Pour la plupart des pays d'Europe centrale, les augmentations de dépenses militaires sont motivées par une perception élevée de la menace russe. La Pologne, par exemple, le plus important pays dépensier de la sous-région Europe centrale, a le plus fait croître ses dépenses militaires, avec une hausse de 8,1 % en 2018, et de 48 % pour la période 2009-2018. Cela dit, d'autres pays invoquant également la menace russe ont haussé leurs dépenses militaires significativement sur la même décennie, notamment la Lituanie (+156 %), même si ici, attendu la modestie du volume en termes réels (de 375 millions USD en 2014 à 956 millions USD, en valeur constante de 2017) les variations annuelles sont à manier avec précaution.

De manière générale, la méfiance à l'égard des intentions de la Russie dans la région s'est accrue, notamment de la part des pays d'Europe centrale et de certaines parties de l'Europe occidentale. L'annexion de la Crimée par la Russie au détriment de l'Ukraine et la poursuite de la guerre dans la région orientale du Donbass en Ukraine depuis 2014 ont ravivé les craintes quant à la volonté de la Russie de redessiner les frontières européennes héritées de l'effondrement du bloc communiste. De plus, le redressement de l'appareil militaire russe depuis le tournant du millénaire n'est pas passé inaperçu. Il faut dire que la Russie partait de loin. Après le marasme économique ayant précédé et suivi l'effondrement de l'Union soviétique, les dépenses militaires de la Russie ont atteint un plancher de 16,2 milliards USD en 1998 (contre 268,9 milliards USD en 1989 pour l'Union soviétique). En 2016, les dépenses militaires du pays se sont élevées à un sommet de 82,6 milliards USD (5 fois plus qu'en 1998), avant de subir une baisse drastique pour se situer autour de 65 milliards USD en 2017 et en 2018<sup>7</sup>. La Russie a fini par subir le contrecoup des bas prix des ressources qu'elle exporte (gaz et matières premières) et a donc réajusté ses ambitions.

Le pays est actuellement entre deux programmes de modernisation de ses armements et de ses capacités de production. Il est donc probable que la Russie connaîtra à nouveau une hausse de ses dépenses militaires au cours des prochaines années, à moins de problèmes majeurs de revenus, comme la persistance de la crise des cours du pétrole et/ou du gaz. Il est délicat à ce stade de se prononcer sur l'ampleur de cette hausse, mais il se peut qu'elle soit modérée et que le pays ait actuellement atteint un plateau au regard de ses capacités budgétaires (les dépenses militaires représentent actuellement près de 4 % du PIB) et du modèle d'armée et d'armement qu'il aspire à dessiner pour le futur.

La Russie partage avec les principales puissances militaires d'Europe occidentale la même équation : si les bases industrielles et technologiques de défense disposent des savoir-faire et/ou du potentiel pour développer les principaux systèmes de la génération d'armement qui s'annonce, les coûts impliqués et les réalités budgétaires leur interdisent de penser le faire seuls. Là s'arrête la similarité, car si les États d'Europe occidentale sont engagés dans des partenariats industriels (parfois avec les États-Unis comme dans le cas du F-35) ou aspirent à en établir d'autres ensemble (*Tempest* ou *SCAF*, par exemple), la Russie souffre d'une forme d'isolement en cette matière. Pour Moscou, Beijing est en effet tout autant une rivale qu'un partenaire. Le différentiel dans le potentiel de financement de la R

---

<sup>7</sup> Les chiffres pour la Russie sont ici donnés en valeur constante de 2017 afin de faciliter les comparaisons dans le temps. Les dépenses militaires de la Russie en 2018 en valeur courante sont de 61,4 milliards USD.

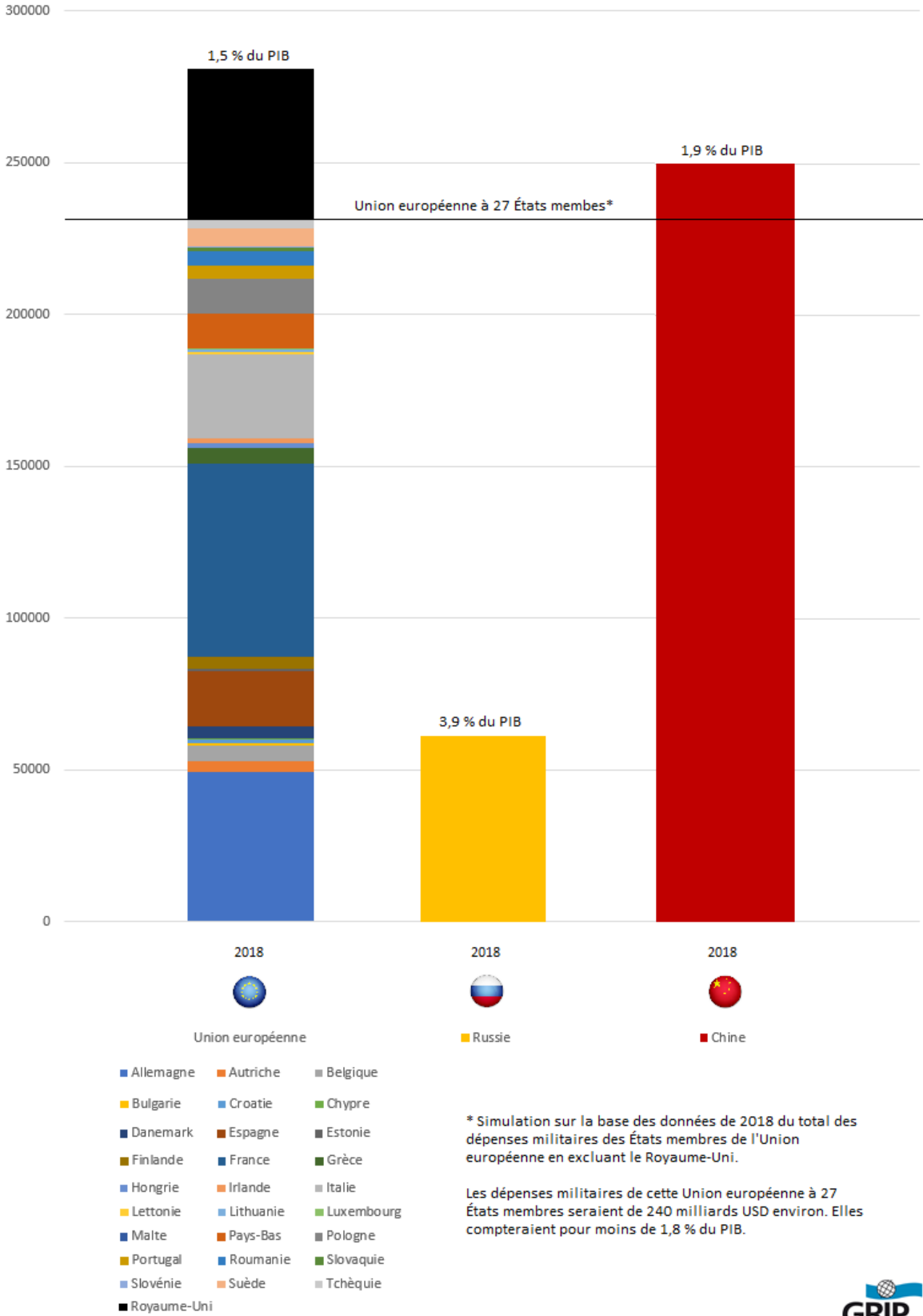
et D et la taille du marché intérieur est tel qu'il ne laisse que peu d'espoir à moyen terme aux producteurs russes d'armements d'établir un partenariat avantageux avec leurs homologues chinois.

Le graphique 3 illustre, d'une certaine manière, l'inconfort russe. Si l'on évalue le potentiel combiné des États membre de l'Union européenne, on voit clairement que les niveaux des ressources alloués à la défense sont significatifs puisqu'ils se comparent à ceux observables en Chine et qu'ils comptent pour 4 fois celles de la Russie. Cela remet en cause l'idée selon laquelle les pays européens ne dépensent pas suffisamment pour leur défense et doivent impérativement y consacrer 2 % de leur PIB.

#### • **Quelques repères**

- *Les dépenses militaires mondiales ont atteint 1 917 milliards de dollars en 2019, soit une augmentation de 3,6 % en termes réels.*
- *Les dépenses militaires totales représentaient 2,2 % du produit intérieur brut (PIB) mondial en 2019.*
- *En 2019, les cinq pays les plus dépensiers sont les États-Unis, la Chine, l'Inde, la Russie et l'Arabie saoudite, qui représentent ensemble 62 % des dépenses militaires mondiales.*
- *Les dépenses militaires américaines ont augmenté de 5,3 % pour atteindre 732 milliards de dollars. La Chine (5,1 %), l'Inde (6,8 %) et la Russie (4,5 %) ont vu leurs dépenses militaires augmenter. Les dépenses ont diminué de 16 % en Arabie saoudite.*
- *Les dépenses militaires ont augmenté en Europe (5,0 %), en Asie et Océanie (4,8 %), dans les Amériques (4,7 %) et en Afrique (1,5 %).*
- *Les dépenses militaires totales des pays du Moyen-Orient pour lesquels des données sont disponibles ont diminué de 7,5 %.*
- *Le fardeau militaire moyen était de 1,4 % du PIB pour les pays des Amériques, de 1,6 % pour l'Afrique, de 1,7 % pour l'Asie et Océanie et pour l'Europe, et de 4,5 % pour les pays du Moyen-Orient pour lesquels des données sont disponibles.*

**Graphique 3. Les dépenses militaires en millions USD des pays membres de l'Union européenne, de la Russie et de la Chine en 2018**



Source : GRIP, d'après SIPRI et FMI, 2019



## 5. Un Moyen-Orient parcouru de conflits

Le Moyen-Orient est une région difficile à aborder en raison du manque de transparence sur les dépenses militaires et des lacunes dans les rapports des pays qui présentent leurs chiffres de dépenses militaires. En raison de l'absence d'un trop grand nombre de données ou de leur manque de fiabilité, le SIPRI ne fournit pas d'estimation régionale pour le Moyen-Orient. Les données ne sont en effet pas du tout disponibles pour la Syrie et trois pays ne rendent pas compte publiquement de leurs dépenses militaires : le Qatar en 2011, le Yémen en 2015 et les Émirats arabes unis (EAU) à partir 2015. On sait que les dépenses militaires des EAU ont augmenté de 136 % entre 2006 et 2014. Sachant que le pays participait encore à d'importantes opérations militaires au Yémen en 2018, qu'il a également acquis des systèmes d'armes importants et coûteux et qu'il demeurerait militairement engagé en Libye, ses dépenses militaires devraient être beaucoup plus élevées en 2018 qu'en 2014, mais on ne dispose pas de chiffres fiables.

Il reste que les autres pays fournissent des données à partir desquelles on peut établir que, sans surprise, le plus grand dépensier de la région est l'Arabie Saoudite (67,5 milliards USD en 2018). Ce pays mène la guerre contre les rebelles Houthis au Yémen depuis 2015. En 2018, Riyad a affiché la plus lourde charge militaire au monde en consacrant 8,8 % de son PIB à ses dépenses militaires. Les pays de la coalition saoudienne pour lesquels on dispose de données (Bahreïn, Égypte, Jordanie, Koweït) affichent tous une augmentation de leurs dépenses entre 2015 et 2018, sauf l'Égypte. Tous ont diminué leurs dépenses en 2018, sauf le Koweït. La Turquie, deuxième pays de la région en termes de dépenses (18,9 milliards USD), a connu une reprise des hostilités en 2015 sur la question de l'indépendance du Kurdistan.. Le troisième pays de la région est Israël, avec des dépenses totales de 15,9 milliards USD en 2018. Ce pays est régulièrement en conflit armé avec le Hamas à Gaza, ainsi qu'avec le Hezbollah au Liban — soutenu par l'Iran — qui tend à augmenter les dépenses militaires.

Les relations entre les pays du Moyen-Orient sont notoirement tendues, en particulier entre l'Iran (13,2 milliards USD en 2018) et l'Arabie saoudite<sup>8</sup>. On touche ici à une dimension structurante des conflits dans la région qui voit Téhéran et Riyad s'opposer régulièrement par proxy (même si ce n'est pas toujours la principale variable pour expliquer les conflits), notamment dans le cas syrien, dans le cadre de la persistance d'une insécurité en Irak et dans la guerre au Yémen. D'autres réalités stratégiques contribuent à maintenir un niveau élevé des dépenses militaires. L'Arabie Saoudite et les EAU poursuivent des programmes de modernisation de leurs armements. Il en résulte un effet d'entraînement sur l'Iran, mais aussi sur la Turquie et sur Israël, ces derniers conservant cependant une génération d'avance sur certaines plateformes (F-35, notamment). Cette de modernisation est à mettre en lien avec une autre ambition qui consiste pour l'Arabie saoudite et les EAU à établir sur leurs territoires une base industrielle de défense réduisant la dépendance face aux fournisseurs traditionnels que sont les États-Unis, le Canada et les États européens. Enfin, toujours dans le cas de l'Arabie saoudite et des EAU, on relève des ambitions d'influence régionale qui comprennent une dimension militaire et qui dépassent le cadre moyen oriental pour déborder sur l'Afrique, particulièrement en Égypte, en Érythrée et au Soudan, mais aussi parfois au-delà (États du G5 Sahel, par exemple).

---

<sup>8</sup> Le conflit en Syrie, qui implique l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis en Syrie ; la guerre au Yémen impliquant également l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ; le conflit israélo-palestinien pour n'en citer que quelques-uns.

Si l'on se fie aux chiffres régionaux, on peut être tenté d'en conclure que l'Arabie saoudite est indéniablement dominante au niveau militaire ou qu'elle est appelée à l'être si les efforts financiers se maintiennent dans la durée. Le pays dispose de ressources conséquentes et de capacités militaires classiques qui lui sont d'ailleurs transférées par de nombreux alliés et pays producteurs, au premier rang desquels on trouve les États-Unis, mais aussi le Royaume-Uni, la France, l'Italie et l'Espagne. Malgré sa richesse, Riyad est encore dépendante de ses alliés pour l'acquisition d'armements et même parfois pour leur utilisation en théâtre. Pour le moment, elle n'a que des capacités limitées de production nationale d'armes même si cela est en voie de changer sous l'impulsion d'un important programme de développement industriel du pays devant montrer des progrès significatifs d'ici 2030. À cet égard, on peut noter que l'Arabie saoudite exerce en ce moment une sorte de *brain drain* impliquant les cadres de l'industrie de défense occidentale, tout particulièrement des Européens. Cette forme de mercenariat industriel de défense en col blanc est une des avenues choisies par le Royaume pour développer sur son sol les outils et pratiques nécessaires à la conception et à la fabrication des armements du pays.

Ce bref tour d'horizon de la situation au Moyen-Orient semble de prime abord offrir un terrain propice à l'application du concept de course aux armements. La notion trouve cependant rapidement une limite, notamment, et c'est paradoxal, dans le différentiel entre l'Arabie saoudite les autres pays de la région, dont l'ennemi iranien. Aussi imposant que soit son avantage, Riyad ne semble pas en mesure d'imposer sa volonté à son principal ennemi à travers la force militaire. Pire encore, dans une perspective saoudienne, ses discours et agissements au Yémen lui valent des remontrances de la part de ses fournisseurs en armements, plusieurs allant jusqu'à suspendre leurs livraisons. Les liens entre l'Iran et la Russie limitent aussi les perspectives de ce qui pourrait être accompli par Riyad à l'encontre de Téhéran lors d'une entreprise militaire. La vulnérabilité des installations pétrolières vitales pour l'économie de la région et même du monde n'incite pas non plus Riyad à entrer en guerre ouverte avec un pays disposant de suffisamment de ressources militaires et de canaux d'influence pour causer de sévères dommages à l'Arabie saoudite ou à ses alliés.

## 6. Des contextes africains marqués par des troubles internes et transfrontaliers

Bien que l'Afrique compte le plus grand nombre de pays de tous les continents, c'est celui qui dépense le moins, avec une part de 2,2 % des dépenses militaires totales soit 40,6 milliards USD. Les dépenses militaires de l'Afrique ont augmenté de 9,2 % sur une période de dix ans, malgré une baisse significative de 16,4 % entre 2014 et 2018 en raison de la chute des prix des produits de base en 2014. La baisse des recettes a touché principalement les pays d'Afrique subsaharienne et, par conséquent, leurs dépenses militaires ont été réduites de 27 % par rapport au pic de 2014. En 2018, les dépenses militaires des 47 États d'Afrique subsaharienne pour lesquels le SIPRI dispose de chiffres représentaient près de la moitié des dépenses militaires de la région, soit 45,3 % du total régional. Les quatre autres pays d'Afrique du Nord représentent une part légèrement plus élevée des dépenses du continent, avec une part de 54,6 % de la région et 22,2 milliards USD de dépenses militaires.

Les pays d'Afrique du Nord sont ceux qui dépensent le plus en Afrique, notamment l'Algérie, avec des dépenses de 9,6 milliards USD. Elle est suivie du Maroc avec 3,7 milliards USD. Aucun chiffre n'est disponible pour la Libye depuis 2014 du fait du conflit qui s'y déroule. Les autres pays qui dépensent le plus en Afrique subsaharienne sont le Kenya (1,1 milliard USD), le Nigeria (2,0 milliards USD) et l'Afrique du Sud (3,6 milliards USD).

Dans l'ensemble, le continent continue d'être aux prises avec plusieurs conflits et tensions persistantes. En Afrique du Nord, l'Algérie et le Maroc sont toujours en désaccord sur le Sahara occidental, une situation qui dure depuis près de 50 ans. La Libye est déstabilisée par une guerre civile pour, entre autres, le contrôle du pétrole. En Afrique subsaharienne, les conflictualités sont nombreuses et hétérogènes. Les pays du Sahel luttent contre des forces insurrectionnelles et des mouvances terroristes pendant que les pays de la région des Grands Lacs se disputent la terre et l'exploitation des ressources naturelles. En règle générale, les guerres, qu'elles soient nationales ou transnationales, civiles ou entre pays, ont tendance à augmenter le financement des forces armées. Néanmoins, cette logique ne s'applique pas nécessairement systématiquement aux pays d'Afrique subsaharienne en raison des spécificités de chaque contexte ou système de conflits (terrorisme au Sahel, tensions autour des Grands Lacs, sécurité maritime sur la côte est). La participation de pays exogènes au continent est un facteur critique de différenciation. Dans de nombreux cas, ces pays assument les principaux coûts liés aux opérations militaires. La France, par exemple, est impliquée aux côtés des forces armées des membres du G5 Sahel (Mauritanie, Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad).

Compte tenu des niveaux modestes des dépenses militaires en Afrique subsaharienne, une façon intéressante et plus claire d'examiner les dépenses des pays de la sous-région est de considérer la part des dépenses militaires d'un pays dans son produit intérieur brut (PIB), également appelé fardeau militaire. Cela indique quelle part de la richesse du pays est attribuée aux dépenses militaires. Par exemple, les dépenses militaires de la République du Congo, qui s'élevaient à 292,3 millions USD en 2018, représentaient 2,5 % de son PIB, un chiffre assez élevé par rapport au fardeau militaire de ses voisins les plus proches, comme la République démocratique du Congo (0,7 %) et le Gabon (1,5 %).

Les augmentations ou les diminutions de dépenses militaires ont des impacts significatifs pour plusieurs pays d'Afrique. Par exemple, la baisse de 8 % observée pour l'ensemble de la région en 2018 est en fait essentiellement attribuable à l'Angola (-18 %) et au Soudan (-49 %). Dans le cas de l'Angola, la chute du prix du pétrole de 2014 a créé une crise économique sévère dont le pays ne s'est pas encore remis malgré l'assistance du Fonds monétaire international sous la forme d'un prêt de 3,7 milliards USD. Le Soudan, quant à lui, amalgame une crise économique majeure, un engagement dans un conflit armé dans le Darfour et des manifestations violentes à l'interne contre le président Omar al-Bashir. Si l'on regarde les dépenses militaires du pays au cours des dernières années, on remarque qu'elles varient significativement. Aucune issue aux problèmes économiques sévères de ces deux pays ne semble en vue au moment d'écrire ce texte.

Ce n'est toutefois pas parce que les volumes financiers consacrés aux appareils militaires sont modestes qu'ils ne s'inscrivent pas dans une forme de rivalité interétatique qu'on anticipe de devoir solder par la force armée. La dispute entre l'Algérie et le Maroc au sujet du Sahara occidental l'illustre, même si les tensions à ce sujet sont moindres aujourd'hui que par le passé. Toutefois, la notion de course aux armements ne trouve que peu voire pas du tout d'emprise dans les contextes africains. En effet, plus souvent qu'autrement les principales préoccupations sécuritaires des États africains appelant à la mobilisation de moyens militaires concernent le maintien du pouvoir en place face à des groupes insurrectionnels et/ou terroristes. La mobilisation d'acteurs exogènes à l'Afrique que ce soit par le truchement des missions de paix des Nations unies ou par l'implication directe de puissances militaires comme la France ou les États-Unis principalement, mais aussi plus récemment et plus modestement la Russie et la Chine, notamment à travers des modalités de formation et la livraison de matériel militaire.

## 7. L'Amérique centrale et du Sud : des moyens militaires pour la répression sociale et la lutte contre le crime organisé ?

Les dépenses militaires des sous-régions d'Amérique centrale (8,6 milliards USD) et d'Amérique du Sud (55,6 milliards USD) sont très inférieures à celles du Nord. L'Amérique centrale comprend 13 pays, dont certains, comme le Costa Rica et le Panama, n'ont pas de forces militaires et ne disposent donc pas de budget militaire. Le Mexique est, de loin, le pays qui dépense le plus en Amérique centrale, dominant la sous-région avec une part de 77 % du total. Le pays a été touché par la crise des prix des produits de base, avec une baisse de 18,2 % entre le plus haut niveau de 2015 et le plus bas de 2017, interrompant une croissance substantielle des dépenses militaires de 100,7 % entre 2004 et 2016. Mexico combat les cartels nationaux de la drogue depuis le milieu des années 2000, sans solution en vue, et lutte également contre la corruption au sein des forces de police, qui siphonne les fonds disponibles.

Les dépenses de l'Amérique du Sud, avec 11 États, s'élèvent à 55,6 milliards USD, soit 7,6 % de la région. En Amérique du Sud, le poids lourd des dépenses est, de loin, le Brésil, avec une part de 50 % des dépenses totales dans la sous-région équivalant à 27,8 milliards USD en 2018. Le deuxième plus important dépensier en Amérique du Sud est la Colombie (10,6 milliards USD en 2018) qui est aux prises avec une violence criminelle persistante liée au commerce de la drogue. Le Brésil fait donc figure de puissance régionale dominante. Ses dépenses militaires ont augmenté progressivement de 2009 à 2018, entraînant une hausse de 16,7 % en 2018. Une part importante des fonds est consacrée aux rémunérations et pensions militaires, héritage de la fin de la dictature militaire ; une autre est consacrée à un ambitieux programme de modernisation des armements visant aussi à produire localement des systèmes d'armes majeurs avec l'aide de pays européens aux bases industrielles et technologiques de défense matures comme la France (comme le Naval Group français pour le programme sous-marin PROSUB).

Il convient de noter qu'il n'y a pas de menace militaire directe à la souveraineté et la sécurité nationale du Brésil. Cette donnée laisse les analystes quelque peu perplexes quant à la nécessité de certains systèmes d'armes coûteux<sup>9</sup>. Comme pour les Mexique, les principales opérations armées que le Brésil mène concernent la lutte contre les cartels de la drogue et de manière générale la criminalité intérieure et transfrontalière<sup>10</sup>. En fait, une analyse s'intéressant aux justifications des dépenses dans l'appareil militaire dans les pays d'Amérique latine doit aussi considérer l'hypothèse que les pouvoirs civils en place cherchent à s'assurer les bonnes grâces du pouvoir militaire tout en ne nourrissant pas trop d'ambition pour ne pas voir resurgir le spectre de la dictature militaire dont le souvenir est encore vivace dans la région.

---

<sup>9</sup> Quéau, Y., « Are the Brazilian Military Industrial Ambitions at Risk? », *Multilateral Security Governance*, Rio de Janeiro: Konrad Adenauer Foundation, 2014.

<sup>10</sup> Phillips, D., « [Brazil military's growing role in crime crackdown fuels fears among poor](#) », *The Guardian*, 27 février 2018.

## Conclusion : une caricature dangereuse

Quelle est la menace ? Quels sont les moyens à déployer ? Quels sont les engagements pris par les ministères de la Défense ? Pour combien de temps ? Quelles sont les implications financières ? Quelles autres missions publiques devraient être écartées au profit du financement de l'appareil militaire ? Quels sont les acteurs qui, au sein d'une société, profitent le plus des arbitrages budgétaires induits par l'acceptation de la logique de course aux armements ? Poser ces questions et dresser des liens entre elles, c'est ouvrir la voie à un débat citoyen et contradictoire ce qui n'est pas toujours une option promue par les acteurs du champ de la défense, tant s'en faut.

La notion des courses aux armements est, au mieux, datée. Dans le contexte contemporain elle est éminemment problématique pour décrire et comprendre les relations militaro-sécuritaires tant à l'échelon global que régional. La formule implique une simplification importante des dynamiques militaires et sécuritaires actuelles en mettant au centre de l'analyse l'accumulation compétitive d'armes entre deux ou plusieurs grandes puissances qu'on présente d'abord comme étant en concurrence en faisant peu de cas des interdépendances. Plutôt que d'opter pour une forme de prêt-à-penser tordant la réalité, il est plus intéressant d'identifier et d'analyser de manière rigoureuse et critique la diversité des moteurs soutenant les hausses de dépenses militaires, leurs fondements et les contextes variés dans lesquels ils se matérialisent. Le monde a changé depuis 1991. On est loin des dynamiques de l'affrontement bipolaire. Les analyses, les outils conceptuels et les solutions doivent également évoluer et être soutenus avec des faits accessibles en sources ouvertes.

Les chiffres des dépenses militaires questionnent la pertinence de la notion de course aux armements pour caractériser la période actuelle. Avec 649 milliards USD (en valeur constante de 2017) les dépenses militaires de Washington affichent une différence de 399 milliards USD avec le second pays le plus dépensier, la Chine qui dépense 250 milliards USD. L'écart entre les États-Unis et le troisième pays le plus dépensier en matière militaire, l'Arabie saoudite, atteint 581 milliards USD. Compte tenu des gouffres de dépenses militaires entre ces trois pays, on peut se demander qui est en course avec qui au juste, vers quels horizons temporels ou technologiques regarde-t-on, quand gagne-t-on cette course, comment au juste...

Écarter la notion de course aux armements pour ses manquements et ses prescriptions dangereuses, ce n'est pas nier l'état actuel des tensions et la courbe risquée que traduit l'accroissement des dépenses militaires annoncé pour les prochaines années. C'est d'abord ouvrir la porte à d'autres raisonnements, à d'autres outils et prescriptions que ceux invitant à reconduire une logique militariste qui porte en elle une menace. La situation décrite dans cet article illustre un durcissement des relations internationales caractérisé par la méfiance et la concurrence. La perception d'un paysage sécuritaire de plus en plus dangereux est également due en partie aux efforts déployés par les grands pays producteurs d'armes pour moderniser leurs arsenaux en mettant au point de nouvelles générations de systèmes d'armes, dont certains intégreraient des technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle, l'hypervélocité, les essaims de drones, le radar quantique et d'autres technologies spatiales actuellement en développement.

La décision de Washington de se lancer dans un programme de modernisation de ses armements qui devrait accroître encore davantage le différentiel avec tous les autres pays à l'exception, peut-être, de la Chine qui semble être le seul état capable de maintenir le rythme grâce à sa croissance économique, doit être questionnée. Elle contraint également les pays ayant pour ambition de conserver un rôle dans les affaires militaires mondiales à chercher des contre-mesures leur assurant une capacité de dissuasion et une voix au chapitre face à la domination américaine qui menace de se renforcer. On

peut penser ici à la logique atomique, mais on doit aussi anticiper que le formidable développement des nouvelles technologies des 25 dernières années et ceux annoncés pour la prochaine décennie (comme l'intelligence artificielle) ont ouvert la voie à d'autres formes de risques n'étant pas frappés du même tabou que le nucléaire. De la même manière que la posture américaine et son interventionnisme guerrier doivent être interpellés (certains États européens n'étant pas en reste), il faut aussi questionner la forme de messianisme qui anime un pan de la politique chinoise et les psychoses qui nourrissent les postures victimaires et autres gestes belliqueux de la Russie.

Le but ici doit être moins de cibler des responsabilités et de se lancer dans une sorte de *name and shame* stérile que de faciliter les compréhensions réciproques entre rivaux. Le cadre diplomatique, les normes juridiques et les pratiques informelles ayant permis de gérer les antagonismes de la guerre froide ne sont plus. Sans doute étaient-ils tout aussi datés sous certains aspects que la guerre froide elle-même, mais les avoir supprimés sans chercher à les ajuster et sans manifester la moindre volonté politique de leur trouver une alternative qui tienne compte des réalités stratégiques contemporaines et des défis qui s'annoncent dans un siècle où l'humanité devra composer avec les conséquences environnementales, économiques, sociales et humanitaires du réchauffement climatique relève de l'inconscience.

Enfin, s'il y a un enseignement à retenir de la guerre froide, c'est que ce n'est en aucune manière une course aux armements qui a provoqué l'effondrement de l'Union soviétique, mais la fin de la croyance dans un système répressif incapable de garantir aux populations l'accès aux produits de base. Les décideurs politiques de tous horizons feraient bien de s'en souvenir considérant les mouvements de protestation dans nombre de sociétés et la répression que les pouvoirs en place exercent sur ces derniers.

\* \* \*

## Les auteurs

**Yannick Quéau** est directeur du GRIP et directeur de la recherche.

Ses sphères d'expertise couvrent la sécurité internationale, les relations transatlantiques en matière de défense, les aspects industriels, stratégiques et économiques du commerce des armes, classiques ou nucléaires, ainsi que les règles de contrôle qui les encadrent.

Depuis 2018, il est membre du comité éditorial de l'*ATT Monitor*, un projet de Control Arms qui évalue de manière indépendante les modalités de mise en œuvre du Traité sur le commerce des armes des Nations unies.

**Aude-Emmanuelle Fleurant** est chercheuse associée au GRIP. Elle a auparavant été directrice du programme *Armement et dépenses militaires* du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI, Suède). À ce titre, elle et son équipe supervisaient et maintenaient trois bases de données : les dépenses militaires, les transferts d'armes et de l'industrie de défense. Aude-E. Fleurant conduit depuis plus de 25 ans des projets de recherche sur les questions liées à l'économie politique de la défense. Elle fournit des analyses empiriques sur les tendances qui traversent les marchés de la défense et identifient leurs impacts potentiels sur la transparence, l'imputabilité et les conflits. Elle a aussi été directrice du programme *Armements et économie de défense* à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM, Paris) et directrice du bureau d'intelligence des marchés au Technopole défense et sécurité (TDS, Valcartier, Canada).